Clive EMSLEY, *Gendarmes and the State in Nineteenth-Century Europe*, Oxford, Oxford University Press, 1999, 288 p.

Cyril Cartayrade

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ch/296>

DOI : 10.4000/ch.296

ISSN : 1777-5264

Éditeur

Comité historique du Centre-Est

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2000

ISSN : 0008-008X

Référence électronique

Cyril Cartayrade, « Clive EMSLEY, *Gendarmes and the State in Nineteenth-Century Europe*, Oxford, Oxford University Press, 1999, 288 p. », *Cahiers d'histoire* [En ligne], 45-3 | 2000, mis en ligne le 13 mai 2009, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ch/296> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ch.296>

Ce document a été généré automatiquement le 24 septembre 2020.

© Tous droits réservés

Clive EMSLEY, *Gendarmes and the State in Nineteenth-Century Europe*, Oxford, Oxford University Press, 1999, 288 p.

Cyril Cartayrade

- 1 Clive Emsley, spécialiste du système policier anglo-saxon, se penche sur la genèse de l'État contemporain à travers une institution qui en constitue un véritable laboratoire par sa double nature, mi-militaire mi-policrière, et son implantation urbaine, rurale et multinationale. Cette histoire comparative du " *gendarmerie-style policing* " européen au XIXe siècle analyse le personnel et les missions en exploitant les rapports d'inspection et d'épuration, les bilans d'activité, les synthèses sur l'opinion publique et la correspondance de hauts responsables de la gendarmerie.
- 2 La première partie couvre les années 1720–1815 et détaille l'évolution de la gendarmerie française à partir de la réorganisation de la maréchaussée en 1720. Tout en incarnant l'archétype de l'appareil d'État monarchique par la superposition de plusieurs missions, policières, militaires et judiciaires, la maréchaussée présente une indéniable " modernité " administrative. Munie d'une instance d'inspection, cette force de l'ordre comprend des compagnies, calquées sur les généralités, et un maillage de 565 brigades qui préfigurent les unités légères de reconnaissance et d'infiltration des armées contemporaines. Son recrutement en fait un véritable corps étatisé, composé de militaires professionnels nommés en majorité en dehors de leur région natale et soustrait à la vénalité des charges dès 1778. Réformée sous la Révolution selon la séparation des pouvoirs et la déconcentration administrative, la *gendarmerie nationale*, titre instauré le 16 février 1791, perd ses fonctions judiciaires et passe sous l'influence des instances départementales qui assurent le recrutement et le versement des soldes. Il en découle une profonde désorganisation due à l'incurie des pouvoirs locaux. La gendarmerie retrouve sa structure centralisée sous le Premier Empire qui ne représente pas, en dépit des louanges de l'empereur, l'âge d'or de cette institution.

Amputée par les contingents envoyés au front et accaparée par la répression des brigands et des réfractaires, " l'Arme " pâtit d'un sous-effectif chronique qui l'oblige à se cantonner à des tâches préventives. Cette situation mitigée correspond d'ailleurs à la tactique de l'empereur qui limite tout en les opposant les pouvoirs militaires et policiers.

- 3 Dans une seconde partie consacrée à la période 1815-1914, l'auteur réhabilite la Restauration et la Monarchie de Juillet au rang d'" États gendarmes ", étiquette traditionnellement dédiée au Second Empire et à la IIIe République. Les épurations de la gendarmerie en 1815 et 1830 restent modérées, frappant essentiellement les cadres, au point que " *the Gendarmerie of the early years of the Restoration remained a force of napoleonic vétérans* ". Un esprit de corps se développe avec l'apparition de publications spécialisées comme le *Journal de la gendarmerie*. Sous l'égide du minutieux règlement de service de 1820, la gendarmerie devient la cheville ouvrière de l'extension de la sphère étatique. Les gendarmes interviennent dans le domaine culturel, économique ou politique en réprimant les charivaris, les infractions à la police du roulage ou de la chasse ainsi que les manifestations populaires. Ce programme d'acculturation demeure toutefois diversement appliqué selon l'implantation géographique des brigades, le zèle des fonctionnaires ou leurs relations avec les populations locales. La résistance endémique à la conscription continue d'ailleurs d'être la principale source d'antagonisme à l'égard des gendarmes. Les autorités s'efforcent de limiter cette défiance en favorisant le retour au pays ou les unions matrimoniales des soldats. Instrument d'État, la gendarmerie sert également le régime en place selon un degré de politisation qui distingue les forces parisiennes et provinciales. Les premières participent activement à la répression des journées révolutionnaires ou au coup d'État de 1851 alors que les secondes constatent avec une indifférence apparente les changements institutionnels. L'auteur souligne à cet égard que les affrontements violents de 1851 avec les colonnes républicaines n'éclatent que lorsque ces dernières rencontrent une opposition de la part des brigades, les ignorant le cas échéant. Héritiers plus que novateurs, les gouvernements impériaux et républicains se contentent de 1852 à 1914 de renforcer les missions de surveillance politique, entraînant l'augmentation du nombre de rapports à rédiger. Cette bureaucratisation ne diminue toutefois pas l'efficacité judiciaire des gendarmes qui surclassent la police par le nombre d'affaires transmises à la justice, globalement ou par agents. L'augmentation du nombre d'arrestations opérées sur mandat judiciaire et l'extrême polyvalence des gendarmes expliquent cette primauté.
- 4 Dans la dernière partie, tout en privilégiant les expériences italiennes, autrichiennes et germaniques, l'auteur décrit la diffusion en Europe du modèle " gendarmique " français et dresse une typologie de ses différents avatars. Si elles en reproduisent le mode de fonctionnement par la dissémination urbaine et rurale des effectifs et le quadrillage du territoire par des patrouilles régulières, ces unités se différencient selon des critères chronologiques, administratifs ou politiques. Les structures héritées directement de la période napoléonienne cohabitent avec celles instaurées plus tardivement au milieu du XIXe siècle comme en Espagne et dans la monarchie des Habsbourgs. Le rattachement à l'armée est inégal selon les pays, allant de la simple militarisation d'un personnel civil dans le cas de la *Royal Irish Constabulary* jusqu'au double statut incarné par la *Guardia Civil* réglementée jusqu'en 1878 par les ministres de la Guerre et de l'Intérieur. Le gendarme prussien ne vit pas encaserné et son homologue austro-hongrois considère la gendarmerie comme une simple étape dans sa carrière militaire, ne servant le plus

souvent qu'une dizaine d'années au maximum. Sur un plan politique, ces unités incarnent un État national qui transcende les particularismes locaux. Ainsi, dès le milieu des années 1860, la *Carabinieri* recrute ses effectifs dans l'ensemble des provinces de la péninsule. Enfin, au Danemark et dans l'empire russe, les forces de gendarmerie se spécialisent dans les missions de surveillance et de renseignement sur les opposants au régime.

- 5 Véritable franc tireur, Clive Emsley nous livre ici la première synthèse universitaire sur l'histoire de la gendarmerie et des gendarmes, terrain occupé jusqu'à maintenant par les pamphlétaires et les thuriféraires. Alliant différents degrés d'analyse tant individuels qu'institutionnels, cet ouvrage représente un fer de lance pour des études complémentaires sur ces soldats inconnus de l'histoire sociale et militaire.